



THINK TANK

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

EXIGENCES MINIMALES EN MATIÈRE DE PROGRAMMES ÉLECTORAUX

Comme nous l'avons décrit dans nos travaux, la méta-mafia institutionnelle nous a amenés au point de non-retour de la décadence, c'est-à-dire que si un changement substantiel du système n'est pas effectué, la pauvreté et la corruption seront chaque jour plus grandes, aggravant notre présent et notre avenir pour des décennies. De même, la méta-mafia institutionnelle, y compris ses organisations internationales, pousse à la mise en place de régimes totalitaires, surtout depuis la déclaration par l'OMS (ONU) d'une pandémie en 2020.

La seule solution à la décadence est de diminuer et de contrôler le pouvoir de la méta-mafia institutionnelle ; il est donc nécessaire que la population ne vote que pour les partis politiques qui s'engagent dans ce changement.

Tant l'enrayement de la décadence et du totalitarisme que le changement de système ne peuvent être réalisés que par le biais du secteur social. Le secteur social est composé d'organisations privées à but non lucratif et représente donc la société civile et la population dans son ensemble.

Afin de contenir le déclin et d'apporter le changement social nécessaire, les programmes électoraux doivent contenir les engagements suivants :

- 1) La société civile doit pouvoir contrôler les institutions.
- 2) La méta-mafia institutionnelle ne peut avoir aucun contrôle sur le secteur social. Le secteur social doit créer ses propres règles et registres d'organisations, en dehors des institutions.
- 3) La création d'une structure privée de financement et de contrôle du secteur social sera encouragée, en distribuant les 0,7 du PIB plus 0,7 du PIB volontaire actuellement alloués par les institutions au secteur social (se fait en Espagne).
- 4) Les juges, en tant que garantie ultime du contrôle de la légalité, doivent être contrôlés par la société civile, comme l'ont établi les Cortes de Cadix de 1812 (La Pepa), c'est-à-dire que ce sont les tribunaux populaires qui doivent juger de la prévarication des juges, en la limitant aux sentences définitives, pour autant que celles-ci aient fait l'objet d'un appel dans une autre instance.
- 5) Il y a faute judiciaire lorsqu'un juge rejette un recours où il est fait référence à l'article violé par la décision attaquée.
- 6) Est considéré comme une faute administrative le rejet par un fonctionnaire d'un recours dans lequel est mentionné l'article violé par la décision attaquée.
- 7) Toute ingérence dans le secteur social, telle que la création d'associations, de fondations ou de tout autre type d'organisation privée à but non lucratif, ainsi que



THINK TANK

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

- les subventions à toute organisation du secteur social, sont considérées comme des fautes administratives.
- 8) Les déficits publics seront considérés comme un crime grave.
 - 9) Les gouvernements des pays dont la dette publique est supérieure à 60% du PIB s'engageront à réduire la dette de 2% par an.
 - 10) Le délai de prescription pour les infractions commises par des agents publics est de quinze ans, à compter du moment où les victimes disposent de tous les documents connexes demandés.
 - 11) Toutes les infractions commises par des agents publics sont punies d'une peine d'emprisonnement.
 - 12) La responsabilité patrimoniale de l'État (RPE) est établie en 10 ans (actuellement en un an), à partir du moment où la victime dispose de tous les documents.
 - 13) Les actions des organisations privées ne seront pas soumises au droit administratif, comme c'est actuellement le cas pour les organismes professionnels.
 - 14) Considérant que les organisations internationales (inter-mafieuses) sont devenues un danger pour les démocraties et les droits de l'homme, leur financement et leur adhésion seront supprimés, à l'exception du Conseil de sécurité de l'ONU.
 - 15) Si aucun parti politique ne reprend ces principes de base, la meilleure option est l'abstention active.

Consciente du niveau élevé de corruption dans les grandes ONG (organisations à but non lucratif), l'Association internationale pour changer le monde s'est engagée à rédiger les propositions politiques nécessaires à l'autogouvernance du secteur social.

"Un autre monde est possible" et nécessaire

Javier Marzal

Fondateur et président de la International Association to Change the World (l'Association internationale pour changer le monde)

www.iachangetheworld.org